



**Action des Citoyens pour le  
Désarmement Nucléaire (ACDN)**  
31, Rue du Cormier – 17100 - SAINTES  
Tel : 06 73 50 76 61 [contact@acdn.net](mailto:contact@acdn.net) <http://www.acdn.net>

Le 31 janvier 2017  
M. Benoît Hamon  
Assemblée Nationale

Copie à Christophe Borgel  
Sylvia Pinel  
Alain de Rugy  
Aurélie Filipetti  
Régis Juanico

Objet : Abolition des armes nucléaires  
Référendum sur la participation de la France au traité d'interdiction

Pièces Jointes : Appel à référendum  
Proposition de Loi  
Liste de signataires  
Sondage IFOP-ACDN

Monsieur le député,  
Monsieur le candidat,

Vous voici candidat du Parti socialiste à la présidence de la République. A ce titre mais aussi et d'abord en tant que député je m'adresse à vous au nom de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), dont les adhérents se considèrent avant toute chose comme citoyens français et citoyens du monde, indépendamment de leurs préférences politiques - mais non sans conséquences sur leurs choix électoraux.

Depuis mars 2016, nous vous avons adressé, en liaison avec les Parlementaires pour l'abolition des armes nucléaires, un *Appel à référendum* et une *Proposition Parlementaire de Loi* organisant un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires. Nous avons, à plusieurs reprises, sollicité votre signature et celle de tous les députés et sénateurs, qui depuis la réforme constitutionnelle de 2008 sont habilités à initier un référendum "d'initiative partagée", parlementaire et citoyenne.

Aujourd'hui, 112 parlementaires ont répondu à notre Appel et signé la proposition de loi référendaire. Pas vous.

Votre silence nous étonnait. Nous le supposions dû à quelque distraction, un excès d'occupations, des assistant(e)s parlementaires débordé(e)s. Connaissant à présent votre programme, ce silence nous paraît au contraire –mais il vous appartient de nous détromper- découler d'un choix fondamental, délibéré de votre part : comme tous les précédents présidents de la République, François Hollande compris, vous ne voulez pas priver la France, c'est-à-dire son président puisque lui seul peut en user, de ses armes nucléaires. Quitte à ce que les autres Etats qui en sont dotés conservent les leurs. Et ce, au moment même où il y aurait des chances sérieuses que tout le monde y renonce.

Vous ne pouvez en effet ignorer que l'ONU convoque à New York, dans moins de deux mois, une conférence internationale à laquelle tous les Etats sont conviés ainsi que des représentants de la société civile, et qui aura pour tâche de rédiger un traité d'interdiction des armes nucléaires, en vue de leur élimination totale. C'est le résultat de la résolution L41 adoptée le 23 décembre dernier par l'Assemblée générale de l'ONU, avec 113 voix pour et 35 contre, dont celle de la France. La Chine, qui s'était abstenue, y sera très probablement, à en juger par les déclarations de son président à Davos. L'Inde et le Pakistan, qui s'étaient également abstenus, pourraient bien suivre son exemple. Et la Corée du Nord y sera à coup sûr, puisqu'elle a voté pour. Ainsi, cet « Etat-voyou » soumis aux sanctions internationales va pouvoir donner des leçons d'humanisme et de pacifisme à la France. A vous aussi, M. Hamon. La stratégie française de "dissuasion du faible au fort" incitait ce pays dictatorial à se procurer des armes nucléaires. Maintenant, le refus français de négocier ne l'encouragera pas à les éliminer. C'est ce qu'on appelle en France "lutter contre la prolifération"...

Ces négociations offrent au contraire l'occasion inouïe de bâtir pour de bon le "monde sans armes nucléaires" que nous promettait Obama, et ainsi de priver tous les dictateurs - même ceux parvenus au pouvoir par une procédure démocratique - des moyens de massacrer leurs congénères. Hélas, M. Hamon, vous partagez la même foi que MM. Valls, Fillon et Mme Le Pen dans ces armes de crime contre l'humanité. Mais en allant encore plus loin qu'eux.

Le budget de la défense représentait 1,77 % du PIB en 2016 ; les autres candidats veulent le faire passer à 2%. Vous, vous le chiffrez, en le nommant "budget défense-sécurité", à 3% du PIB. Rien que ça. Il est vrai que les armes nucléaires sont un gouffre de plus de 300 milliards d'Euros et que vous n'êtes pas à quelques dizaines de milliards d'Euros près. Vous réclamez (comme M. Fillon) que ce budget échappe au calcul du déficit. Que "nos partenaires (européens) accentuent leur soutien logistique et financier aux opérations extérieures faites par la France" (encore comme M. Fillon). Qu'ils augmentent aussi leurs dépenses militaires. Et enfin qu'ils accordent à la France le leadership militaire, puisqu'elle est désormais seule au sein de l'UE, dites-vous, à disposer d'un "outil militaire complet", seule encore, après le Brexit et le repli du "parapluie américain" annoncé par Donald Trump, à pouvoir protéger l'Europe grâce à sa « force de dissuasion ».

A vous entendre donc, Monsieur Hamon, nous allons récolter enfin les dividendes politiques de notre force de frappe. C'est bien tout ce qu'elles peuvent nous rapporter, ces armes "fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables", comme disait en 1996 le général Lee Butler, dernier chef du Strategic Air Command. Pourtant, même cela, elles ne le peuvent pas. Elles ne peuvent qu'accroître les tensions et l'insécurité du monde. Nos partenaires européens n'en veulent pas. Si ceux qui hébergent encore des bombes américaines cherchent à s'en débarrasser, ce n'est pas pour en prendre des françaises, ni pour vous confier le soin d'employer les nôtres pour leur défense supposée. La stratégie qui s'en inspire est absurde, immorale, criminelle et suicidaire. En réalité, elle ne dissuade personne de rien : ni les terroristes de nous massacrer à coup de camions ou de kalachnikov, ni les autres puissances nucléaires de riposter à nos bombes, comme l'avait compris en 1973 le président Giscard d'Estaing, préférant l'occupation, dont on se relève, à l'anéantissement mutuel, dont on ne se relève pas.

Mais peu importe à vos yeux. Avec "un appareil de défense à la hauteur de nos ambitions", nous allons pouvoir défendre "le rang de la France" : "Le rang de la France nous permet de proposer des coopérations de défense de nos frontières qui pourraient compenser le désengagement des Etats-Unis" (2e débat de la "primaire citoyenne"). "Ambitions", "rang de la France", on ne peut pas dire que ce langage innove. On s'étonne de l'entendre dans votre bouche.

Cette politique prend le contrepied du « futur désirable » dont vous vous dites porteur et que vous nous proposez. Eh bien, non, Monsieur le candidat, la course aux armements, le surarmement du monde ne nous font pas rêver. Votre main qui « ne tremblera pas », dites-vous, réservez-la donc aux lobbies qui nous empoisonnent la santé ou à la fermeture des centrales nucléaires, qui en font autant, plutôt qu'au bouton du même nom, qui nous liquidera tous.

La France dont vous souhaitez faire battre le cœur, son cœur bat déjà. D'après un sondage de l'IFOP demandé par ACDN en octobre 2015, [trois Français sur quatre veulent abolir l'arme nucléaire](#). A la question : "Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? ", 74 % répondaient OUI. Et dans la même proportion, ils voulaient être consultés et se déclaraient même prêts (27 % "certainement", 47 % "probablement") à soutenir une initiative parlementaire qui organiserait un référendum sur cette question précise.

L'initiative est là. Il ne vous reste donc plus, Monsieur le député, qu'à signer la proposition de loi stipulant que "sur proposition d'un cinquième des parlementaires et après recueil par voie électronique du soutien d'un dixième des électeurs inscrits, un référendum sera organisé dans les meilleurs délais, dans l'ensemble du territoire français" sur la question citée plus haut.

Si vous refusez d'offrir au peuple français cette chance de donner son avis sur une question aussi fondamentale, et peut-être d'ouvrir la voie à un monde sans armes nucléaires, alors sachez, Monsieur le candidat, que votre posture dissuasive fera paraître le reste de votre généreux programme pour ce que nous ne voulons pas croire qu'il soit : une imposture.

Nous vous attribuerions alors le même carton rouge que nous avons déjà attribué pour les mêmes raisons à Mme Le Pen, MM. Fillon et Valls, et nous appellerons les électeurs à ne voter en aucun cas pour aucun d'entre vous. Parce que trop, c'est trop. Une forme de 49-3 citoyen, en quelque sorte.

Avec nos salutations civiquement distinguées.

Pour ACDN

Jean-Marie Matagne, président

Docteur en Philosophie